



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie

Unité Départementale du Havre

Équipe Territoriale

25 MARS 2022

Arrêté du **portant prescriptions complémentaires à la Société en Nom Collectif (SNC) RENAULT relatives à l'actualisation des rubriques de la nomenclature ICPE et l'actualisation des valeurs limites et du programme de surveillance des rejets aqueux pour les installations sises Parc Industriel fournisseurs à Sandouville.**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le livre V du Code de l'environnement et notamment son titre 1^{er} du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1^{er} avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 novembre 2005 ;
- Vu l'arrêté préfectoral 13 décembre 2017 complétant les prescriptions liées à l'autorisation d'exploiter ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-001 du 18 février 2022 portant délégation de signature à Madame Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu le courrier de la société SNC RENAULT du 21 décembre 2020 demandant le bénéfice de l'antériorité au titre de l'article L513-1 du code de l'environnement ;
- Vu les résultats d'analyses des rejets d'eaux résiduelles (ou industrielles) provenant de l'opération dite « RSDE » et des informations complémentaires transmises depuis par l'exploitant ;
- Vu le positionnement de l'exploitant en date du 15 décembre 2020 sur l'application de l'arrêté ministériel du 24 août 2017 pour son établissement ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 février 2022 ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant le 07 mars 2022 ;
- Vu l'absence d'observations formulées par l'exploitant.

CONSIDÉRANT :

les modifications intervenues au niveau de la nomenclature des installations classées ;

la nécessité d'actualiser les valeurs limites d'émission des paramètres caractérisant le rejet d'eaux résiduelles de l'établissement, en application de l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La Société en Nom Collectif (SNC) RENAULT Sandouville, dont le siège social se trouve 13-15 quai le Gallo 92100 Boulogne-Billancourt, est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour son usine de Sandouville (76).

Article 2 - Affichage

Une copie du présent arrêté est tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution et est affichée en permanence de façon visible à l'intérieur du site.

Article 3 - Surveillance

L'établissement est soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

Article 4 - Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraînent l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre I du Code de l'environnement.

Article 5 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de ROUEN :

- 1) par les pétitionnaires, ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- 2) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dudit acte dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-6 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 6 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à disposition de toute personne intéressée, est affiché en mairie de SANDOUILLE pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire de SANDOUILLE fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitant à la diligence de la société RENAULT.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 7 - Exécution

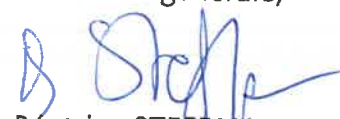
La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète du HAVRE, le maire de la commune de SANDOUVILLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société RENAULT.

Pour le préfet de la Seine-Maritime,
et par délégation,
la secrétaire générale



Béatrice STEFFAN

Pour le préfet de la Seine-Maritime
et par délégation
la secrétaire générale,


Béatrice STEFFAN

Prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du

25 MARS 2022

**SNC RENAULT
à SANDOUVILLE**

Article 1 – Modifications apportées aux prescriptions des actes antérieurs

L'arrêté préfectoral du 23/11/2005 autorisant SNC Renault à exercer des activités industrielles sur son site situé à Sandouville est modifié et complété par les dispositions qui suivent du présent arrêté.

Référence des arrêtés préfectoraux antérieurs	Référence des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral du 13/12/2017	Article 1 des prescriptions annexées : classement ICPE du site par rubrique de la nomenclature des installations classées	évolution des rubriques de la nomenclature ICPE
Arrêté préfectoral du 23/11/2005	Annexe B : répartition des rejets dans le canal de Tancarville Valeurs limites et programme de surveillance des rejets aqueux	mise à jour des valeurs limites d'émission des paramètres caractérisant le rejet d'effluents industriels
Arrêté préfectoral du 13/12/2017	Article 7 des prescriptions annexées : Modalité de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE)	suppression de mise en œuvre de la surveillance initiale puis pérenne des substances dangereuses dans l'eau

Article 2 – Installations autorisées

L'article 1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral complémentaire du 13/12/2017 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées sont :

Rubrique	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1185-2a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	Périmètre usine	876 kg	DC
1185-3-1a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire.</p> <p>1) Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) en récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l</p>	Bâtiments C / D / F / Vext	32,7 m³	D
1435-2	<p>Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules.</p> <p>Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :</p> <p>2. Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³</p> <p>Essence : tout dérivé du pétrole, avec ou sans additif d'une pression de vapeur saturante à 20 °C de 13 kPa ou plus, destiné à être utilisé comme carburant pour les véhicules à moteur, exceptés le gaz de pétrole liquéfié (GPL) et les carburants pour l'aviation.</p>	Installation de remplissage de liquides inflammables station service & montage	620 m³	DC
1978-6	<p>Solvants organiques (installations et activités mentionnées à l'annexe VII de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) utilisant des) :</p> <p>6. Revêtement et retouche de véhicules, lorsque la consommation de solvant est supérieure à 0,5 t/an</p>	Application de peinture (Bât.U / C / et retouches)	1 073 t/an	D

Rubrique	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages , à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW	Installations travaillant les métaux – Atelier d'emboutissage et autres (tôlerie, maintenance, montage)	10 000 kW	E
2563-1	Nettoyage, dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des produits à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 1 Supérieure à 7500L	Nettoyage d'outils d'emboutissage au bâtiment J	8 000 L	E
2564-1-a	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l	Nettoyage d'outils en peinture t ateliers de maintenance	2 400 L	E
2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : a. La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	10 Tours aéroréfrigérantes des bâtiments B, J et U	10 920 kW	E
2925-1	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Ateliers de charge d'accumulateurs – batteries d'engins de manutention	4 450 kW	D
2930-1-a)	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie. 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur : a) La surface de l'atelier étant supérieure à 5 000 m²	Atelier de retouche de véhicules – mécanique et tôlerie	11 140 m²	E
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Installations de combustion Bâtiment G/ U / L / P5 / F et divers make'up et aérothermes divers	77,959 MW	A
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³	Traitement de surfaces Bains de dégraissage et phosphatation	736 m³	A

Rubrique	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3670-1	Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique : 1. Supérieure à 150 kg par heure.	Application de colle, de peinture (Bât. U / C / et retouches)	430 Kg/h	A
4331-2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t	Installations de mélange à froid – Malaxeurs de dilution peinture et stockage de produits peinture (Bât O), stockages en cuves aériennes (Bât F), autres stockages Bât F et périmètre usine	331,5 t	E
4511-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t	Emploi et stockage de produits peinture, de colles, mastics et autres produits Périmètre usine	131,43 t	DC
4719-2	Acétylène (numéro CAS 74-86-2). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 250 kg mais inférieure à 1 t	Stockage d'acétylène en bouteilles Périmètre usine	510 kg	D
4734-2c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total .	Stockage en cuves aériennes (Bât F îlot citerne – Bât G)	230,53 t	DC

Régime : A (autorisation), E (enregistrement), DC (déclaration soumis au contrôle périodique), D (déclaration)

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3670 relative au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF STS-Traitement de surface utilisant des solvants.

Article 3 – Rejets d'effluents aqueux

L'article 7 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2017 portant sur la mise en œuvre de la surveillance initiale puis pérenne des substances dangereuses dans l'eau est abrogé.

L'annexe B de l'arrêté préfectoral du 23/11/2005 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

ANNEXE B

RÉPARTITION DES REJETS DANS LE CANAL DE TANCARVILLE

VALEURS LIMITES & PROGRAMME DE SURVEILLANCES DES REJETS AQUEUX

RÉPARTITION DES REJETS DANS LE CANAL :

Numéro de l'émissaire	Nature du rejet
R ₁	Eaux pluviales non polluées + Toutes les eaux industrielles après traitement + Toutes les eaux vannes après traitement biologique + Eaux de purges des circuits de refroidissement fermés
R ₂	Eaux pluviales non polluées, eau de centrale après prétraitement et eaux de purges des circuits fermés de refroidissement exclusivement
R ₃	Eaux pluviales non polluées + Eaux de purges des circuits fermés de refroidissement exclusivement + Eaux de lavages des engins de manutention après traitement par un séparateur d'hydrocarbures.
R ₄	Eaux pluviales non polluées et eaux de purges des circuits fermés de refroidissement exclusivement
R ₅	Eaux pluviales non polluées et eaux de purges des circuits fermés de refroidissement exclusivement
R ₆	Eaux pluviales non polluées exclusivement
R ₇	Eaux pluviales non polluées exclusivement

Il est à noter que certains des rejets reçoivent également des eaux issues du traitement d'eaux vannes en fosses septiques, pour les installations particulièrement éloignées du réseau de collecte des eaux vannes.

VALEURS LIMITES

1 – Sortie station d'épuration

Les rejets d'eaux résiduaires en sortie de station d'épuration doivent respecter les caractéristiques maximales suivantes :

- débit journalier maximum sur 24 heures : **2 300 m³/j**
- débit instantané maximum : **125 m³/h**
- moyenne mensuelle du débit journalier : **1 725 m³/j**
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température < 30 ° C

Paramètres	Concentration instantanée (mg/l)	Flux maximaux (kg/j)	Flux moyen mensuel max (kg/j)
DCO	100	190	-
DBO5	30	30	-
MES	30	50	-
Azote Global	25	50	-
Hydrocarbures Totaux	5	2	-
Fluorures	15	17	-
Phosphore Total	10	10	-
Zinc	0,8	0,5	-
Nickel	0,2	0,2	0,1
Plomb	0,1	0,1	-
Manganèse	1	0,5	-
Fer	2 (en Fe + Al)	2 (en Fe + Al)	-
Al			
Cuivre	0,15	0,5	-
Chrome hexavalent	0,05	0,1	-
Chrome	0,1	0,5	-
Arsenic	0,025	0,02	-
AOX	1	0,2	-

2 – Rejet R1

Les eaux résiduaires en sortie du rejet R1 doivent respecter les caractéristiques maximales suivantes :

- débit journalier maximum sur 24 heures : **3 700 m³/j**
- débit instantané : **280 m³/h**
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température < 30 ° C

Paramètres	Concentration instantanée (mg/l)	Flux maximaux (kg/j)	Flux moyen mensuel max (kg/j)
DCO	120	200	-
DBO ₅	30	90	-
MES	30	75	-
Azote Global	30	50	-
Hydrocarbures Totaux	5	2	-
Fluorures	15	10	-
Phosphore Total	10	14	-
Zinc	0,8	0,5	-
Nickel	0,2	0,2	0,1
Plomb	0,1	0,1	-
Manganèse	1	0,5	-
Fer	1	2	-
Al	0,2	0,75	-
Cuivre	0,15	0,5	-
Chrome Hexavalent	0,05	0,1	-
Chrome	0,1	0,5	-
Arsenic	0,025	0,02	-

3 - Rejets R2

Les eaux résiduaires en sortie du rejet **R2** doivent respecter les caractéristiques maximales suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température < 30 ° C

<i>Paramètres</i>	<i>Concentration instantanée (mg/l)</i>
DCO	120
DBO ₅	30
MES	30
Hydrocarbures Totaux	5
Zinc	0,8

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour que les rejets en eaux pluviales ne créent pas de perturbation dans le milieu récepteur

3 - Rejets R3, R4, R5, R6 et R7

Les eaux résiduelles en sortie des rejets **R3, R4, R5, R6 et R7** doivent respecter les caractéristiques maximales suivantes :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température < 30 ° C

<i>Paramètres</i>	<i>Concentration instantanée (mg/l)</i>
DCO	120
DBO ₅	30
MES	30
Hydrocarbures Totaux	5

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour que les rejets en eaux pluviales ne créent pas de perturbation dans le milieu récepteur

PROGRAMME DE SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Les paramètres suivants doivent être mesurés selon la périodicité fixée ci-après :

Paramètre	Fréquence			
	Sortie Station	R1	R2	R3, R4, R5, R6, R7
Débit - pH	En continu	En continu		
DCO	Journalière	Journalière	Mensuelle	Mensuelle
DBO ₅	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle	Mensuelle
MES	Journalière	Journalière	Mensuelle	Mensuelle
Azote global	Hebdomadaire	Hebdomadaire		
Hydrocarbures totaux	Mensuelle	Hebdomadaire	Mensuelle	Mensuelle
Fluorures	Journalière	Mensuelle		
Phosphore total	Hebdomadaire	Mensuelle		
Zinc	Trimestrielle	Trimestrielle	Annuelle	
Nickel	Hebdomadaire	Mensuelle		
Plomb	Trimestrielle	Trimestrielle		
Manganèse	Hebdomadaire	Mensuelle		
Fer	Hebdomadaire	Mensuelle		
Aluminium	Hebdomadaire	Mensuelle		
Cuivre	Trimestrielle	Trimestrielle		
Chrome hexavalent	Trimestrielle	Trimestrielle		
Chrome	Trimestrielle	Trimestrielle		
Arsenic	Annuelle	Annuelle		
AOX	Trimestrielle			

Les modalités de surveillance journalière et hebdomadaire des rejets aqueux sont applicables en cas de fonctionnement de la station physico-chimique du site.